7-441/1

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2022-2023

24 NOVEMBRE 2022

20e session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
Varsovie, 23-24 novembre 2022

RAPPORT
fait au nom de la délégation belge
auprès de l'AP OSCE
par
M. **Demesmaeker**

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2022-2023

24 NOVEMBER 2022

20e herfstzitting van de parlementaire Assemblée van de OVSE
Warschau, 23-24 november 2022

VERSLAG
namens de Belgische delegatie
bij de PA OVSE
uitgebracht door
de heer **Demesmaeker**

Composition de la délégation / Samenstelling van de delegatie
Présidents / Voorzitters: N. (S), Malik Ben Achour (Ch./K)

Délégation belge à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE: délégation Sénat:
Belgische delegatie bij de Parlementaire Assemblee van de OVSE: afvaardiging Senaat:

	Membres / Leden	Suppléants / Plaatsvervangers
N-VA:	Mark Demesmaeker	
Ecolo-Groen:	Soetkin Hoessen	
Vlaams Belang:	Adeline Blancquaert	
PS:		Latifa Gahouchi
MR:		Sabine Laruelle
CD&V:		Orry Van de Wauwer
Open Vld:		
PVDA-PTB:		

Délégation belge à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: délégation Chambre:
Belgische delegatie bij de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa: afvaardiging Kamer:

	Membres / Leden	Suppléants / Plaatsvervangers
N-VA:	Peter De Roover	
Ecolo-Groen:	Kristof Calvo	Guillaume Defossé
PS:	Malik Ben Achour	
VB:	Ellen Samyn	
MR:	Denis Ducarme	
CD&V:		Nawal Farih
PVDA-PTB:		Steven De Vuyst
Open VLD:		Goedele Liekens

SOMMAIRE

I. Introduction 3

II. Conférence parlementaire consacrée à «La guerre en ukraine: le rôle de l'OSCE et des parlements nationaux dans la réponse au conflit et la reconstruction future» (du 23 au 24 novembre 2022) 3
A. Session inaugurale 3
B. Première session: La guerre en Ukraine: l'impact sur l'OSCE, les enseignements tirés pour préserver la boîte à outils et l'avantage comparatif de l'organisation 5
C. Deuxième session: Réagir aux conséquences économiques et environnementales de la guerre en Ukraine 8
D. Troisième session: La protection des libertés et des droits fondamentaux en situation de conflit armé et de crise humanitaire 9
E Observations finales 11

III. Réunion de la commission permanente (24 novembre 2022) 12
A. Rapports 12
B. Introduction d'un mécanisme de suspension par une modification du règlement 13

INHOUD

I. Inleiding 3

II. Parlementaire conferentie over «De oorlog in Oekraïne: De rol van de OVSE en de nationale Parlementen in reactie op het conflict en de toekomstige wederopbouw» (van 23 tot 24 november 2022) 3
A. Openingszitting 3
B. Eerste zitting: De oorlog tegen Oekraïne: gevolgen voor de OVSE, lessen om het instrumentarium en het comparatieve voordeel van de organisatie veilig te stellen 5
C. Tweede zitting: Reageren op de economische en milieugevolgen van de oorlog in Oekraïne 8
D. Derde zitting: Bescherming van de fundamentele rechten en vrijheden in gewapende conflicten en humanitaire crisissituaties 9
E. Eindopmerkingen 11

III. Vergadering van de Permanente Commissie (24 november 2022) 12
A. Verslagen 12
B. Invoering van een schorsingsmechanisme door reglementswijziging 13

I. INTRODUCTION

La vingtième réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (abrégée ci-après «AP OSCE») s'est tenue à Varsovie, Pologne, du 23 au 24 novembre 2022 sous la présidence de Mme Cederfelt de l'AP OSCE.

La délégation belge était emmenée par M. Malik Ben Achour, député et président de la délégation belge à l'AP OSCE, qui était en outre composée des sénateurs Mark Demesmaeker en Adeline Blancquaert ainsi que des députés Ellen Samyn, Denis Ducarme et Steven De Vuyst.

Près de cent septante députés issus de quarante-six États membres de l'OSCE se sont réunis à Varsovie pour deux jours de débats placés sous le thème général «La guerre en Ukraine: le rôle de l'OSCE et des parlements nationaux». La question centrale était de savoir quelle est la meilleure réponse à apporter à la guerre en vue d'y mettre fin rapidement et de manière juste, de respecter les obligations de l'OSCE, de garantir les libertés fondamentales et les droits de l'homme, et de protéger la sécurité économique et écologique.

II. CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE CONSACRÉE À «LA GUERRE EN UKRAINE: LE RÔLE DE L'OSCE ET DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS LA RÉPONSE AU CONFLIT ET LA RECONSTRUCTION FUTURE» (DU 23 AU 24 NOVEMBRE 2022)

A. Session inaugurale

Mme Elzbieta Witek (Pologne), présidente de la Diète, déclare que lors de son invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, la Russie a violé toutes les valeurs sur lesquelles elle avait, en qualité d'État membre de l'OSCE, marqué son accord. L'oratrice exhorte l'ensemble des membres de l'OSCE à faire ce qui est en leur pouvoir pour soutenir l'Ukraine et s'efforcer de trouver des solutions concrètes. La diplomatie parlementaire est enfin mise en exergue: les parlementaires doivent rendre des comptes à la population et ont le devoir de mettre tous les moyens en œuvre pour tendre vers la paix.

M. Tomasz Grodzki (Pologne), président du Sénat, annonce que l'Ukraine mène une guerre en vue de défendre les valeurs qui sous-tendent la création de l'OSCE et préconise une réaction forte. Tous les pays de l'OSCE doivent œuvrer à une paix juste et soutenir le peuple ukrainien. Il estime que nous avons tous failli.

I. INLEIDING

De twintigste herfstzitting van de parlementaire Assemblee van de OVSE (hierna afgekort als «PA OVSE») vond plaats in Warschau, Polen, van 23 tot 24 november 2022 en werd voorgezeten door mevrouw Cederfelt, voorzitster van de PA OVSE.

De Belgische delegatie werd voorgezeten door de heer Malik Ben Achour, Kamerlid en voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, en bestond voorts uit de senatoren Mark Demesmaeker en Adeline Blancquaert en de Kamerleden Ellen Samyn, Denis Ducarme en Steven De Vuyst.

Ongeveer honderdzeventig parlementsleden uit zesenveertig OVSE-lidstaten zijn in Warschau bijeengekomen voor twee dagen van debatten onder het algemene thema «De oorlog in Oekraïne: De rol van de OVSE en de nationale parlementen». Centraal stond de vraag hoe het best op de oorlog kan worden gereageerd op een manier die de oorlog snel en rechtvaardig beëindigt, de OVSE-verplichtingen nakomt, de fundamentele vrijheden en mensenrechten waarborgt en de economische en ecologische veiligheid beschermt.

II. PARLEMENTAIRE CONFERENTIE OVER «DE OORLOG IN OEKRAÏNE: DE ROL VAN DE OVSE EN DE NATIONALE PARLEMENTEN IN REACTIE OP HET CONFLICT EN DE TOEKOMSTIGE WEDEROPBOUW» (VAN 23 TOT 24 NOVEMBER 2022)

A. Openingszitting

Mevrouw Elzbieta Witek (Polen), voorzitster van de *Sejm,* verklaart dat toen Rusland op 24 februari 2022 Oekraïne aanviel, het alle waarden schond waarmee het als OVSE-lidstaat heeft ingestemd. Spreekster drong er bij alle OVSE-leden op aan te doen wat zij kunnen om Oekraïne te steunen en concrete oplossingen na te streven. De parlementaire diplomatie treedt eindelijk op de voorgrond, waarbij parlementsleden verantwoording verschuldigd zijn aan de bevolking en de plicht hebben om elke mogelijke vorm te gebruiken om vrede na te streven.

De heer Tomasz Grodzki (Polen), voorzitter van de Senaat, verkondigt dat Oekraïne een oorlog voert ter verdediging van de waarden waarvoor de OVSE is opgericht, en dringt aan op een krachtige reactie. Alle OVSE-landen moeten streven naar een rechtvaardige vrede en de strijd van het Oekraïense volk steunen. Hij vindt dat wij allen gefaald hebben.

Les deux présidents des parlements polonais soulignent encore qu'il existe une solidarité internationale inédite depuis l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie il y a neuf mois et que la Pologne coopère constamment avec son voisin. La Pologne, qui accueille plus d'un million de réfugiés ukrainiens et qui accorde au gouvernement à Kiev un soutien financier, diplomatique et matériel, continuera à faire ce qui est nécessaire pour défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. Zbigniew Rau, président en exercice de l'OSCE et ministre polonais des Affaires étrangères, indique que l'histoire de l'OSCE n'a jamais connu de crise fondamentale similaire à l'actuelle guerre déclenchée en Ukraine par la Russie. Le président en exercice continue de croire dans le partenariat de l'OSCE et dans la force de ses efforts collectifs. La coopération permettra de faire face aux menaces qui pèsent sur les membres de l'OSCE. Enfin, l'orateur appelle à réparer ensemble le mal qui a été fait et à retrouver la voie du progrès et de la paix.

Mme Margareta Cederfelt (Suède), présidente de l'AP OSCE, souligne que le rôle des parlementaires est de veiller à permettre aux Ukrainiens de vivre en paix et insiste sur la nécessité de maintenir une solidarité forte et de soutenir la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur des frontières reconnues sur le plan international, ainsi que d'aider ceux qui ont cherché refuge dans d'autres pays. La présidente reporte la responsabilité de la restauration de la paix sur la Russie et souligne que Moscou doit être tenu responsable de ses actes. La présidente déclare, enfin, que la Russie a déclenché cette guerre d'invasion et qu'il faut la convaincre de la nécessité d'y mettre fin et de quitter le territoire ukrainien.

M. Volodymyr Zelensky (Ukraine), président de l'Ukraine, exhorte les membres de l'OSCE (par message vidéo) à intensifier la pression en vue de mettre fin à l'invasion russe avant qu'elle n'engendre encore davantage de destruction pour son pays. La Russie bombarde chaque jour l'Ukraine au moyen de missiles. Le président de l'Ukraine se demande comment l'OSCE peut conserver sa crédibilité et sa validité lorsque l'un de ses États participants en attaque un autre. Il en appelle à utiliser tout l'arsenal des procédures et instruments de

Beide Poolse parlementsvoorzitters benadrukken nog de ongeëvenaarde internationale solidariteit sinds de Russische Federatie negen maanden eerder Oekraïne binnenviel, en dat Polen standvastig samenwerkt met zijn buurland. Polen, dat meer dan een miljoen Oekraïense vluchtelingen opvangt en de regering van Kiev cruciale financiële, diplomatieke en materiële steun verleent, zal blijven doen wat nodig is om de onafhankelijkheid, soevereiniteit en territoriale integriteit van Oekraïne binnen zijn internationaal erkende grenzen te verdedigen.

De heer Zbigniew Rau, *chairman-in-office* van de OVSE en de Poolse minister van Buitenlandse Zaken, stelt dat in de geschiedenis van de OVSE er zich geen gelijkaardige fundamentele crisis heeft voorgedaan als de huidige, door Rusland begonnen oorlog in Oekraïne. De *chairman-in-office* blijft geloven in het OVSE-partnerschap en in de kracht van haar collectieve inspanning. Door samenwerking kunnen de bedreigingen waarmee OVSE-leden geconfronteerd worden het hoofd worden geboden. Spreker roept ten slotte op om het aangerichte kwaad gezamenlijk ongedaan te maken en terugkeren naar vooruitgang en vrede.

Mevrouw Margareta Cederfelt (Zweden), voorzitster van de PA OVSE, benadrukt de rol van de parlementsleden om ervoor te zorgen dat de Oekraïners in vrede kunnen leven en wijst op de noodzaak om sterke solidariteit te handhaven en steun te verlenen aan de veiligheid en de territoriale integriteit van Oekraïne binnen zijn internationaal erkende grenzen, alsook om bijstand te verlenen aan degenen die hun toevlucht in andere landen hebben gezocht. De voorzitster legt echter de verantwoordelijkheid voor het herstel van de vrede bij Rusland en benadrukt dat Moskou verantwoordelijk moet worden gehouden voor zijn daden. De voorzitster verklaart ten slotte dat Rusland deze aanvalsoorlog heeft aangevangen en ervan overtuigd moet worden dat het er een einde aan moet maken en het Oekraïense grondgebied moet verlaten.

De heer Volodymyr Zelensky (Oekraïne), president van Oekraïne, dringt er (via een videoboodschap) bij OVSE-leden op aan de druk op te voeren om de Russische invasie te stoppen voordat deze uitmondt in nog meer verwoesting voor zijn land. Rusland bombardeert Oekraïne dagelijks met raketten. De president van Oekraïne vraagt zich af hoe de geloofwaardigheid en geldigheid van de OVSE kan worden gehandhaafd wanneer een van haar deelnemende staten een andere aanvalt. De Oekraïense president roept op tot het

l'OSCE en vue de la résolution pacifique des conflits et de faire échec à l'adage selon lequel la raison du plus fort est toujours la meilleure.

B. Première session: La guerre en Ukraine: l'impact sur l'OSCE, les enseignements tirés pour préserver la boite à outils et l'avantage comparatif de l'organisation

M. Pascal Allizard (France), vice-président de l'AP OSCE, considère qu'il est prioritaire de renforcer la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'énergie. Nous assistons chaque jour avec consternation à la destruction d'infrastructures critiques, à la détresse de communautés isolées et à l'énorme souffrance humaine causée des deux côtés des lignes de front et dans les territoires occupés. L'aide humanitaire est confrontée à des défis majeurs, compte tenu du nombre croissant de personnes démunies, du vaste territoire géographique et des difficultés dans le secteur des transports. Pour y faire face, l'engagement politique à tous les niveaux et le positionnement stratégique sont indispensables.

Mme Barbara Bartus (Pologne), présidente de délégation, fait observer que la Russie doit choisir entre la paix stratégique et la coopération possible notamment au travers de l'OSCE, d'une part, et une approche impérialiste et néocoloniale, d'autre part. Elle salue le rôle joué par l'OSCE dans la consolidation de la paix, notamment au travers du mécanisme de Moscou, activé trois fois en 2022 pour mettre en place une mission spéciale d'observation en Ukraine en vue de documenter et d'examiner les violations des droits humains commises par la Russie. L'oratrice comprend que le fonctionnement de l'OSCE est en discussion, mais rappelle aux membres de l'AP OSCE leur devoir de contribuer à la consolidation de la paix par le dialogue. Elle appelle à l'unité au sein des États membres de l'OSCE.

M. Artur Dmochowski (Pologne), envoyé spécial du président en exercice de l'OSCE, déclare que l'OSCE défend l'Ukraine et, partant, l'ordre fondé sur des règles, garant de la sécurité et de la stabilité pour tous. La Russie s'est efforcée de se soustraire au fonctionnement de l'OSCE en se retirant du Traité sur les forces armées conventionnelles et du Traité Ciel ouvert et en faisant une lecture sélective du Document de Vienne, de sorte que les mesures de sécurité de l'OSCE n'ont malheureusement pas permis d'empêcher la guerre. Dans ce contexte, la réponse de la présidence polonaise ne consistait donc pas à revenir au fonctionnement ordinaire, mais à préserver l'acquis de l'OSCE et le fonctionnement interne de l'OSCE. Il se peut que les

volledige gebruik van de procedures en instrumenten van de OVSE om geschillen vreedzaam op te lossen en ervoor te zorgen dat het beginsel volgens hetwelk macht altijd gelijk krijgt niet de overhand krijgt.

B. Eerste zitting: De oorlog tegen Oekraïne: gevolgen voor de OVSE, lessen om het instrumentarium en het comparatieve voordeel van de organisatie veilig te stellen

De heer Pascal Allizard (Frankrijk), vicevoorzitter van de PA OVSE, beschouwt de verhoogde paraatheid voor voedselzekerheid en energie als prioritair. Dagdagelijks zien we met lede ogen aan hoe kritieke infrastructuur wordt vernietigd, geïsoleerde gemeenschappen worden getroffen en enorm menselijk lijden aan beide zijden van de frontlinies en in de bezette gebieden wordt veroorzaakt. De humanitaire hulpverlening staat voor grote uitdagingen gelet op het groeiend aantal hulpbehoevenden, het uitgestrekte geografische gebied, en de moeilijkheden in de vervoerssector. Om deze uitdagingen te overwinnen is politieke betrokkenheid op alle niveaus en strategische positionering nodig.

Mevrouw Barbara Bartus (Polen), delegatievoorzitter, merkt op dat Rusland voor een keuze staat tussen enerzijds strategische vrede en samenwerking, met name via de OVSE, of anderzijds een imperialistische en neokoloniale aanpak. Ze spreekt haar waardering uit voor de rol van de OVSE in vredesopbouw, onder meer door het Moskou-mechanisme dat in 2022 driemaal was ingeschakeld om een *special monitoring mission* in Oekraïne in te zetten om Russische mensenrechtenschendingen te documenteren en te onderzoeken. Spreekster begrijpt dat de werking van de OVSE ter discussie staat, maar wijst de PA OVSE-leden op hun plicht om bij te dragen aan vredesopbouw door middel van dialoog. Zij roept op tot eenheid onder de OVSE-lidstaten.

De heer Artur Dmochowski (Polen), speciale gezant van *chairman-in-office* van de OVSE, verklaart dat de OVSE Oekraïne verdedigt en daarmee de op regels gebaseerde orde die veiligheid en stabiliteit voor iedereen waarborgt. Rusland heeft getracht zich te onttrekken van de werking van de OVSE door zich terug te trekken uit de *Conventional Armed Forces* en *Open Skies*-Verdragen en het Vienna Document slechts selectief toe te passen waardoor de OVSE-veiligheidsmaatregelen spijtig genoeg de oorlog niet hebben kunnen voorkomen. In deze context bestond het antwoord van het Poolse voorzitterschap dus niet in een terugkeer naar de gewoonlijke werking, maar het veiligstellen van het OVSE-acquis en interne werking van de OVSE. Het kan

mesures de l'OSCE, en l'état actuel, n'aboutissent pas à des résultats, mais cela ne signifie pas que la boîte à outils est défaillante, dès lors que la situation politique est susceptible de changer à l'avenir. À cet effet, il est toutefois impératif que la Russie respecte à nouveau le droit international, et notamment l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M. Amin Awad, ancien coordinateur de crise des Nations unies pour l'Ukraine, insiste sur l'ampleur inédite de la crise humanitaire et migratoire: dix-huit millions de citoyens sont confrontés à la destruction des infrastructures civiles, dont six millions de personnes déplacées qui ont besoin d'une aide internationale. Plus de huit millions de personnes se sont réfugiées dans des pays européens et 1,3 million de réfugiés se sont retrouvés en Russie. L'orateur plaide d'abord en faveur d'une coordination plus poussée entre les gouvernements des différents pays et entités, en misant sur l'échange d'informations et sur des analyses communes pour la prise de décisions stratégiques. C'est une démarche indispensable pour faire face aux problématiques en rapide évolution, au moyen de plans d'urgence politiques et opérationnels adaptés à différents problèmes globaux comme la préservation de la sécurité alimentaire et énergétique et ce, même dans des territoires qui échappent au contrôle du gouvernement. Ensuite, l'orateur préconise d'œuvrer à une reconstruction durable de l'Ukraine, même avant d'avoir conclu un accord de paix, plutôt que l'inverse, comme cela a toujours été le cas d'un point de vue historique.

Au cours du débat général, les membres de l'AP OSCE posent des questions à propos des moyens diplomatiques éventuels et s'enquièrent de la possibilité de prolonger les initiatives telles que l'accord visant à débloquer les exportations de céréales en provenance d'Ukraine.

M. Denis Ducarme (Belgique) souligne le soutien et la solidarité des responsables politiques et des citoyens belges envers le peuple, l'État et l'armée ukrainiens. Nous continuerons à fournir des dispositifs médicaux, à accueillir un certain nombre de réfugiés, mais également à envoyer des armes à l'armée ukrainienne. Celle-ci doit se défendre actuellement contre la Russie, qui a violé le droit international ainsi que les valeurs de l'OSCE et de son acte fondateur. Il est évident que nous devons également réagir avec force aux choix du président russe, qui vise non seulement l'armée ukrainienne, mais qui attaque également les citoyens, les fait mourir de peur, de froid et de faim, et alourdit ainsi le bilan du conflit, nous laissant, au niveau de l'OSCE, face à nos propres problèmes. Voici en tout cas la situation telle qu'elle apparaît aujourd'hui, selon un mécanisme récurrent

zijn dat de OVSE-maatregelen in de huidige toestand niet tot resultaten leidt, maar dit houdt niet in dat het instrumentarium op zich gebrekkig is aangezien de politieke situatie in de toekomst kan veranderen. Een absolute voorwaarde hiertoe is echter de terugkeer van Rusland tot de naleving van het internationaal recht, en met name de territoriale integriteit van Oekraïne.

De heer Amin Awad, voormalig crisiscoördinator van de Verenigde Naties (VN) voor Oekraïne, wijst op de nooit geziene omvang van de humanitaire en migratiecrisis, met achttien miljoen burgers die getroffen zijn door een verwoeste civiele infrastructuur, waaronder zes miljoen ontheemden die internationale hulp nodig hebben. Er zijn meer dan acht miljoen mensen naar de Europese landen gevlucht en 1,3 miljoen vluchtelingen zijn in Rusland terecht gekomen. Spreker pleit ten eerste voor een doorgedreven coördinatie van regeringen van verschillende landen en niveaus door in te zetten op informatie-uitwisseling en gezamenlijke analyses voor strategische besluitvorming. Dit is nodig om snel evoluerende vraagstukken het hoofd te bieden door middel van politieke en operationele rampenplannen met betrekking tot diverse macrokwesties zoals voedsel- en energiezekerheid en dit zelfs in niet door de regering gecontroleerde gebieden. Ten tweede pleit spreker voor het werken aan een duurzame wederopbouw van Oekraïne zelfs vooraleer een vrede wordt gesloten, eerder dan omgekeerd zoals dat historisch genomen altijd het geval is geweest.

Tijdens het algemeen debat stellen PA OVSE-leden vragen over mogelijke diplomatieke wegen, en of er mogelijkheden zijn om voort te bouwen op initiatieven zoals de overeenkomst om graanzendingen uit Oekraïne te deblokkeren.

De heer Denis Ducarme (België) wijst op de steun en solidariteit van de Belgische beleidsverantwoordelijken en burgers aan het Oekraïense volk, de Staat en het leger. Wij zullen medische voorraden blijven leveren, een bepaald aantal vluchtelingen opvangen, maar ook wapens leveren aan het Oekraïense leger, dat zich vandaag moet verdedigen tegen Rusland, dat het internationale recht en de waarden van de OVSE en haar oprichtingsakte met voeten heeft getreden. Wij moeten uiteraard ook krachtig reageren op de keuze van de Russische president, die niet alleen het Oekraïense leger treft, maar ook burgers aanvalt, hen dood laat gaan van angst, kou en honger, en zo het conflict verzwaart, waardoor wij, op het niveau van de OVSE, met onze eigen problemen blijven zitten. Vandaag staat het in ieder geval vast en dat wordt al een aantal jaren herhaald, met name dat de

depuis plusieurs années, à savoir que les hésitations des démocrates sont souvent interprétées par leurs opposants comme un signe de faiblesse et ce schéma n'a fait que se répéter depuis les Accords de Munich.

M. Mark Demesmaeker (Belgique) indique que lors de la session d'été à Birmingham, il avait déjà mis en garde contre les conséquences désastreuses de cette guerre pour la population ukrainienne pendant les mois d'hiver, et qu'il est donc consterné par l'insuffisance de l'aide fournie. L'intervenant évoque sa récente visite en Ukraine, où il a lui-même rencontré des communautés privées d'eau courante et d'électricité en raison de la destruction de stations de distribution, mais qui étaient déterminées à défendre, avec une grande persévérance, la liberté démocratique qu'elles avaient acquise. Le président Poutine, perdant sur le plan militaire, terrorise la population ukrainienne, notamment en bombardant à nouveau des infrastructures essentielles ainsi que des maternités. C'est la raison pour laquelle l'intervenant soutient la récente résolution du parlement européen désignant la Russie comme État soutenant le terrorisme. Lorsque les membres actuels de l'OSCE ont rejoint cette institution, ils ont souscrit à un socle commun de valeurs et de principes. L'intervenant se demande si l'OSCE peut encore accueillir des États qui rejettent ces principes et qui se placent en marge de l'organisation. L'attitude de la Russie ne laisse aucune place à l'interprétation. Enfin, l'intervenant appelle les membres de l'AP OSCE à demander à leurs parlements respectifs d'appuyer la fourniture d'armes qui permettraient à l'Ukraine de défendre son espace aérien, ce qui aurait en réalité dû se produire dès le début de la guerre. Soutenir l'Ukraine, c'est bien, mais agir en conséquence, c'est nettement mieux.

Mme Ellen Samyn (Belgique) exprime son soutien à la nation vaillante et souveraine de l'Ukraine, qui lutte pour son indépendance et son existence en résistant à l'agression militaire russe. Elle condamne fermement les attaques de missiles et les bombardements de villes ukrainiennes et d'infrastructures vitales qui privent de nombreux citoyens d'eau et d'électricité. À l'approche imminente de l'hiver, ces crimes de guerre russes sont une conséquence du recul des forces russes sur le terrain et constituent une tentative de briser la volonté de l'Ukraine. L'intervenante voit dans l'OSCE la plateforme idéale pour promouvoir la diplomatie et la sécurité collective en Europe. L'OSCE est le pont qui relie les États situés à l'est et à l'ouest de Vienne, entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et ses partenaires d'une part, et la Russie d'autre part. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter un bain de sang aux frontières de l'Europe, perspective

aarzelingen van de democraten door hun tegenstanders vaak vertaald worden als zijnde een teken van zwakte en dat is sinds de Akkoorden van München alleen maar herhaaldelijk gebleken.

De heer Mark Demesmaeker (België) verklaart dat hij tijdens de zomerzitting in Birmingham reeds waarschuwde voor de ramzalige gevolgen voor de Oekraïense bevolking van deze oorlog tijdens de wintermaanden, en dat hij bijgevolg ontzet is dat er niet genoeg hulp is geleverd. Spreker getuigt van zijn recente bezoek aan Oekraïne waar hij zelf gemeenschappen heeft ontmoet zonder stromend water noch elektriciteit door vernielde distributiestations, maar die wel vastberaden waren hun gewonnen democratische vrijheid met veel doortastendheid te verdedigen. Aangezien Russisch president Poetin op het terrein verliest, terroriseert hij de Oekraïense bevolking, onder meer door opnieuw kritieke infrastructuur te bombarderen evenals kraamafdelingen. Vandaar dat spreker de recente resolutie van het Europees parlement ondersteunt waarin Rusland als een sponsor van staatsterrorisme wordt bestempeld. Toen de huidige OVSE-leden toetraden tot deze instelling waren zij het eens over de gedeelde waarden en beginselen, waarbij spreker zich afvraagt of er nog plaats is voor deelnemende staten die deze beginselen loslaten en zich buiten deze organisatie plaatsen. Rusland laat geen ruimte voor interpretatie. Spreker verzoekt ten slotte de PA OVSE-leden om in hun respectievelijke parlementen op te roepen voor het leveren van militaire wapens waardoor Oekraïne zijn luchtruim kan verdedigen, hetgeen eigenlijk al in het begin van de oorlog moest gebeurd zijn. Het is fijn om achter Oekraïne te staan, het is nog veel beter om ernaar te handelen.

Mevrouw Ellen Samyn (België) betuigt haar steun aan de dappere en soevereine natie Oekraïne die vecht voor haar onafhankelijkheid en haar bestaan tegen de Russische militaire agressie. Zij veroordeelt ten zeerste de raketaanvallen en bombardementen op Oekraïense steden en vitale infrastructuur, waardoor vele burgers zonder water of elektriciteit komen te zitten. Nu de winter snel nadert, zijn deze Russische oorlogsmisdaden een gevolg van terreinverlies en een poging om de wil van Oekraïne te breken. Spreekster gelooft dat de OVSE het platform bij uitstek is voor diplomatie en collectieve veiligheid in Europa. De OVSE is de brug tussen de staten ten Oosten en ten Westen van Wenen, tussen de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) en haar partners enerzijds en Rusland anderzijds. Om het bloedvergieten aan de grens van Europa te voorkomen, dat ons herinnert aan de donkerste bladzijden uit onze geschiedenis, moeten we alles doen wat in onze macht

qui nous rappelle les pages les plus sombres de notre histoire. Actuellement, un *statu quo*, qu'il sera difficile de faire changer, semble s'être installé. Aucun moment n'est plus propice à la désescalade et au dialogue. La seule solution durable à long terme face à cette crise épouvantable est une solution diplomatique et politique.

M. Steven De Vuyst (Belgique) condamne l'invasion russe et la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Il s'agit d'une violation du droit international et de la plus haute violation de la Charte des Nations unies. Outre qu'il s'agit d'une violation claire de l'intégrité territoriale de l'État souverain d'Ukraine, cette guerre est source de difficultés et de privations indescriptibles, de morts et de destructions pour des millions de civils innocents. Nous devons nous demander comment mettre fin à cette guerre et parvenir à un cessez-le-feu le plus rapidement possible. Il y a généralement deux façons de mettre fin aux conflits armés: par la diplomatie et la négociation ou grâce à la victoire de l'une des parties sur le terrain militaire. L'intervenant estime qu'une solution diplomatique, sous la forme d'un règlement négocié, serait préférable à une guerre de longue durée. C'est nécessaire, mais également possible. L'OSCE doit déployer des efforts diplomatiques réfléchis, car lorsque le conflit armé dans l'est de l'Ukraine a éclaté en 2014, plusieurs tentatives ont été entreprises pour y mettre fin grâce aux Accords dits de Minsk dans l'élaboration desquels l'OSCE a joué un rôle important. Bien que ces accords n'aient finalement pas suffi pour préserver la paix dans la région, l'OSCE devrait renouveler et intensifier ses efforts pour au moins obtenir un cessez-le-feu et faire en sorte que les règles fondamentales du droit international et du droit humanitaire soient respectées et rétablies. À l'heure actuelle, un nombre sans cesse croissant de personnes appellent au retour de la diplomatie et à l'établissement de pourparlers de paix pour mettre fin à cette guerre. M. De Vuyst estime par ailleurs qu'il convient également de développer une vision plus large de la sécurité en Europe, une vision basée sur les relations multilatérales, la diplomatie et le désarmement à long terme. La paix entre les nations ne pourra pas être atteinte sans investir activement dans une paix basée sur le principe de la sécurité coopérative. C'est d'ailleurs la première raison pour laquelle l'OSCE a été créée.

C. Deuxième session: Réagir aux conséquences économiques et environnementales de la guerre en Ukraine

Mme Irene Charalambides (Chypre), vice-présidente de l'AP OSCE, souligne les conséquences néfastes de la guerre sur le plan environnemental, et dénonce

ligt om die te voorkomen. Nu is er een *status quo* ontstaan die moeilijk te veranderen zal zijn. Geen enkel moment is beter voor de-escalatie en dialoog. De enige duurzame lange termijn oplossing voor deze afschuwelijke crisis is een diplomatieke en politieke oplossing.

De heer Steven De Vuyst (België) veroordeelt de Russische invasie en de Russische oorlog in Oekraïne. Dit is een schending van het internationaal recht alsook van het Handvest van de VN. Het is niet alleen een duidelijke schending van de territoriale integriteit van de soevereine staat Oekraïne, maar de oorlog brengt ook onnoemelijk veel ellende en ontbering, dood en vernietiging voor miljoenen onschuldige burgers met zich mee. We moeten ons de vraag stellen hoe we zo snel mogelijk een einde kunnen maken aan deze oorlog en tot een wapenstilstand kunnen komen. Er zijn over het algemeen twee manieren om een gewapend conflict te beëindigen, met name via diplomatie en onderhandelingen of totdat een van de partijen de militaire overwinning heeft behaald. Daarom gelooft spreker dat een diplomatieke oplossing, een via onderhandelingen tot stand gekomen regeling, de voorkeur verdient boven een langdurige oorlog. Dit is noodzakelijk en ook mogelijk. De OVSE moet weloverwogen en diplomatieke inspanningen leveren, want toen het gewapende conflict in Oost-Oekraïne in 2014 uitbrak, zijn er verschillende pogingen gedaan om er een einde aan te maken, de zogenaamde Minsk-Akkoorden waarbij de OVSE een belangrijke rol speelde. Hoewel deze akkoorden er uiteindelijk niet in slaagden de vrede in de regio te bewaren, zou de OVSE haar pogingen moeten hernieuwen en intensiveren om ten minste een wapenstilstand te bereiken en te garanderen dat de basisregels van het internationale en humanitaire recht worden gerespecteerd en hersteld. Steeds meer mensen roepen momenteel op tot diplomatie en vredesbesprekingen om een einde te maken aan deze oorlog. Daarenboven gelooft de heer De Vuyst dat ook een bredere visie op veiligheid binnen Europa ontwikkeld moet worden, een visie die gebaseerd is op multilaterale betrekkingen, diplomatie en ontwapening op de lange termijn. Vrede tussen naties kan niet bereikt worden zonder actief te investeren in vrede op basis van het beginsel van coöperatieve veiligheid. Dit is de reden waarom de OVSE in de eerste plaats is opgericht.

C. Tweede zitting: Reageren op de economische en milieugevolgen van de oorlog in Oekraïne

Mevrouw Irene Charalambides (Cyprus), vicevoorzitster van de PA OVSE, benadrukt de nefaste gevolgen van de oorlog voor het milieu en wijst in het bijzonder

en particulier le sabotage irresponsable des gazoducs *Nord Stream* et les attaques répétées contre des centrales nucléaires ukrainiennes. Soulignant le fait que tout accident nucléaire aurait des conséquences environnementales, économiques et sanitaires désastreuses pendant plusieurs décennies, l'intervenante appelle à la création immédiate de zones de sécurité autour de toutes les centrales nucléaires et salue l'implication directe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans ce dossier.

Les principaux orateurs, l'ambassadeur Igli Hasani, coordinateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, Mme Joanna Maćkowiak-Pandera, présidente du *Forum Energii* et M. Kazimierz Kleina (Pologne), soulignent que la guerre a entraîné une hausse de l'inflation et de l'insécurité alimentaire, ce phénomène ayant particulièrement touché les ménages à faibles revenus. Les principaux orateurs soulignent qu'il est urgent de renforcer les infrastructures énergétiques essentielles de l'Ukraine et font observer que la guerre a clairement fait apparaître la nécessité de diversifier les sources d'énergie. La crise énergétique a parfois poussé certains pays à recourir davantage aux combustibles fossiles, ce qui a eu un impact négatif sur les efforts visant à lutter contre le changement climatique.

D. Troisième session: La protection des libertés et des droits fondamentaux en situation de conflit armé et de crise humanitaire

M. Reinhold Lopatka (Autriche), vice-président de l'AP OSCE, déclare que l'attaque de l'Ukraine par la Russie a entraîné des violations massives des droits humains et des libertés. À titre d'illustration, il évoque la destruction d'infrastructures civiles, des assassinats illégaux, des violences sexuelles et des disparitions forcées, et des cas de tortures et de mauvais traitements. L'orateur souligne que les Nations unies ont recensé plusieurs milliers de victimes civiles et que des millions d'autres se sont enfuies sous la contrainte. Il qualifie cette guerre de violation du droit le plus fondamental à la vie. Cette guerre porte atteinte aux principes de l'Organisation, mais est d'abord une attaque contre l'humanité.

Les principaux orateurs, à savoir M. Matteo Mecacci, directeur du BIDDH, Mme Veronika Bilkova, directrice du Centre de droit international à l'Institut des relations internationales de Prague et M. Radoslaw Fogiel, président de la commission des Affaires étrangères du *Sejm*, soulignent la nécessité de conserver la question des victimes humaines de cette guerre à l'avant-plan des discussions.

op de onverantwoorde sabotage van de *Nord Stream*-pijpleidingen en de herhaalde aanvallen op Oekraïense kerncentrales. Spreekster wijst erop dat elk nucleair ongeluk voor tientallen jaren rampzalige gevolgen zou hebben voor het milieu, de economie en de gezondheid, waarbij zij oproept tot de onmiddellijke instelling van veilige zones rond alle kerncentrales en de directe betrokkenheid van het Internationaal Atoomenergieagentschap (IAEA) in deze context verwelkomt.

De hoofdsprekers, ambassadeur Igli Hasani, coördinator van de economische en milieuactiviteiten van de OVSE, Mevrouw Joanna Maćkowiak-Pandera, voorzitter van *Forum Energii*, en Kazimierz Kleina (Polen), merken op dat de oorlog de inflatie en de voedselzekerheid heeft doen toenemen, waarbij gezinnen met lage inkomens het zwaarst getroffen zijn. De hoofdsprekers benadrukken dat er in Oekraïne dringend behoefte is aan versterking van de kritieke energie-infrastructuur, en dat de oorlog duidelijk heeft gemaakt dat de energiebronnen moeten worden gediversifieerd. In sommige gevallen heeft dit ertoe geleid dat landen hun toevlucht nemen tot fossiele energie, wat een negatief effect heeft op de inspanningen om de klimaatverandering tegen te gaan.

D. Derde zitting: Bescherming van de fundamentele rechten en vrijheden in gewapende conflicten en humanitaire crisissituaties

De heer Reinhold Lopatka (Oostenrijk), vicevoorzitter van de PA OVSE, verklaart dat de Russische aanval op Oekraïne heeft geleid tot massale schendingen van de mensenrechten en vrijheden, waarbij hij wijst op de vernietiging van civiele infrastructuur, onwettige moorden, seksueel geweld en gedwongen verdwijningen, marteling en mishandeling. Spreker wijst erop dat de Verenigde Naties duizenden burgerslachtoffers hebben gedocumenteerd en dat miljoenen anderen onder dwang op de vlucht zijn geslagen. Hij noemt deze oorlog een schending van het meest fundamentele recht op leven. Deze oorlog is een aanval op de beginselen van onze organisatie, maar het is in de eerste plaats een aanval tegen de mensheid.

De hoofdsprekers, de heer Matteo Mecacci, directeur van ODIHR, Mevrouw Veronika Bilkova, hoofd van het Centrum voor internationaal recht aan het Instituut voor internationale betrekkingen van Praag, en de heer Radoslaw Fogiel (Polen), voorzitter van de commissie Buitenlandse Zaken van de *Sejm*, benadrukken de noodzaak om de menselijke kosten van de oorlog op het voorplan van de discussies te houden.

M. Matteo Mecacci indique en particulier que depuis l'invasion survenue en février 2022, le BIDDH, l'Institut des droits de l'homme de l'OSCE, recueille des preuves des violations des droits humains. Le BIDDH enquête sur les crimes de guerre et documente les violations du droit international. Des efforts tant politiques que diplomatiques sont requis, mais il importe tout autant de respecter les obligations de l'OSCE et de tenir les gouvernements responsables de ces violations.

Au cours du débat général, les membres de l'AP OSCE proposent de mettre en place un mécanisme en vue de la création d'un tribunal international afin que des comptes soient rendus pour les crimes de guerre et afin de promouvoir la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre de la guerre en Ukraine.

M. Mark Demesmaeker (Belgique) souligne que la Russie provoque clairement une catastrophe humanitaire, de manière consciente et systématique, et commet des crimes de guerre d'une ampleur inédite. Il soutient évidemment la demande visant à traduire les auteurs devant la justice. Lorsqu'il fut confronté aux destructions des bâtiments et des infrastructures civiles au cours de sa visite à Kiev en avril et qu'il a vu la fosse commune de Bucha, l'un des nombreux lieux où des civils ont été exécutés de sang-froid et où des tortures et des viols ont été commis, il s'est demandé qui étaient les auteurs. La guerre n'est pas le fait d'un seul homme, car elle n'est possible que si une importante frange de la population soutient la guerre et y participe. Cette situation s'est déjà produite par le passé. Elle est enracinée dans le contexte plus vaste d'un régime qui devient de plus en plus autoritaire et répressif. Ce régime se caractérise par l'intimidation et la destruction de la société civile, par l'intimidation, la persécution, voire l'assassinat de l'opposition politique, ainsi que par l'intimidation et la mise hors la loi des médias libres et indépendants au travers d'une instrumentalisation des médias publics. M. Demesmaeker a été horrifié de constater que les médias publics russes répandaient systématiquement une idéologie de la haine et exhortaient systématiquement à torturer les citoyens et à détruire l'Ukraine. Cette pratique rappelle la propagande génocidaire de la radio rwandaise *Mille Collines*, considérée comme l'un des catalyseurs du génocide. Dans ce contexte, le président russe Poutine ne doit pas se défendre d'avoir commis des atrocités, car les médias qu'il contrôle approuvent ouvertement cette campagne de haine et l'encouragent même à poursuivre sur cette voie. L'orateur exhorte donc à ne pas penser que nos propres démocraties où l'opposition est libre, les sociétés civiles vivantes et

De heer Matteo Mecacci stelt meer bepaald dat, sinds de invasie in februari 2022, het OVSE-mensenrechteninstituut ODIHR-bewijsmateriaal verzamelt over schendingen van de mensenrechten. ODIHR onderzoekt oorlogsmisdaden en documenteert schendingen van het internationaal recht. Hoewel zowel politieke als diplomatieke inspanningen nodig zijn, is het even belangrijk om de OVSE-verplichtingen na te komen en regeringen verantwoordelijk te houden voor schendingen.

Tijdens het algemeen debat stellen PA OVSE-leden voor dat er verantwoording wordt afgelegd voor oorlogsmisdaden door een mechanisme voor een internationaal tribunaal in te stellen, en om de toepassing van resolutie 1325 van de VN-Veiligheidsraad over vrouwen, vrede en veiligheid op de oorlog in Oekraïne te bevorderen.

De heer Mark Demesmaeker (België) beklemtoont dat het overduidelijk is dat Rusland welbewust en systematisch een humanitaire ramp veroorzaakt en op ongeziene schaal oorlogsmisdaden begaat. Hij steunt natuurlijk de oproep om de daders voor het gerecht te brengen. Toen hij tijdens zijn bezoek aan Kiev in april geconfronteerd werd met de vernietiging van civiele gebouwen en infrastructuur en hij het massagraf van Bucha aanschouwde, een van de vele plaatsen van koelbloedige burgerexecuties, martelingen, en verkrachtingen, vroeg hij zich af wie de daders zijn. De oorlog behoort niet toe aan één man, maar is enkel mogelijk als een aanzienlijk deel van de bevolking deze oorlog steunt en eraan meedoet. Dit heeft zich reeds eerder voorgedaan in de geschiedenis. Het is geworteld in een bredere verschuiving naar telkens meer autoritair en repressief beleid. Dat beleid is gekenmerkt door het intimideren en vernietigen van de burgermaatschappij, het intimideren, vervolgen, en zelfs vermoorden van de politieke oppositie, en het intimideren en vogelvrij verklaren van vrije en onafhankelijke media door een instrumentalisering van de staatsmedia. Met afschuw heeft de heer Demesmaeker vastgesteld dat de staatsmedia in Rusland systematisch een haatideologie verspreiden en systematisch oproepen tot het martelen van burgers en tot de vernietiging van Oekraïne. Dit doet denken aan de genocidaire propaganda van de Rwandese radio *Mille Collines* die wordt gezien als een van de katalysatoren van genocide. In deze context heeft Russisch president Poetin zich niet te verdedigen voor het begaan van wreedheden aangezien de door hem gecontroleerde media deze haatcampagne openlijk goedkeuren, en hem zelfs aanmoedigen om verder te gaan. Spreker roept bijgevolg op onze eigen democratieën met vrije oppositie, levendige burgermaatschappijen, vrije media niet als vanzelfsprekend te

les médias libres sont définitivement acquis, mais à les chérir, les encourager et les défendre chaque fois qu'ils sont pris pour cible et qu'ils sont en danger. L'OSCE doit trouver des mécanismes qui permettent d'affirmer les valeurs et les principes que nous avons approuvés.

M. Malik Ben Achour (Belgique), président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, estime que la solidarité des peuples européens avec l'Ukraine est massive et sans équivoque. L'agression russe, ses exactions et ses crimes devront être jugés et sanctionnés car il ne peut pas être question d'impunité. Alors que les bombes russes tombent sur les hommes, les femmes et les enfants ukrainiens, la Russie utilise l'arme de l'énergie contre les Européens. Les travailleurs, les entreprises et les ménages européens sont désormais confrontés à des factures de gaz et d'électricité impayables. Cette explosion des prix souhaitée par la Russie alimente une inflation qui peut plonger notre continent dans une crise économique et sociale sévère, structurelle et de grande ampleur. La Commission européenne a récemment démontré une nouvelle fois son incapacité à soustraire l'énergie à la logique pure du marché et à plafonner les prix de l'énergie sur la base d'un mécanisme ambitieux et efficace, malgré la volonté affichée par de nombreux États membres. L'incapacité de la Commission à trouver des solutions pour maîtriser ce marché de l'énergie impacté par la malveillance russe pourrait avoir des conséquences très directes en termes d'effondrement de la démocratie et de soutien pour la cause ukrainienne. Il s'agit donc d'une question cruciale. Nous pouvons toutefois compter sur des alliés producteurs de gaz dans cet effort de guerre, à savoir la Norvège et les États-Unis. M. Ben Achour s'adresse à ces pays. Les pays européens soutiennent l'effort de guerre avec conviction, mais l'intervenant demande à ces pays producteurs de gaz de maintenir les efforts de guerre et, à cette fin, d'agir rapidement en diminuant les prix de l'énergie et de modérer cette inflation mortifère qui plonge nombre de ménages dans la pauvreté, pousse les entreprises aux portes de la faillite et place nos États dans une situation d'endettement intenable. Dans cette optique, il convient que ces pays alliés consentent à vendre le gaz à un prix d'ami. Il ne faut pas sous-estimer cet aspect, qui revêt une dimension de cohésion et de démocratie absolument déterminante.

E. Observations finales

M. Roberto Montella, secrétaire général, indique que l'AP OSCE a condamné les agissements russes en Ukraine de façon cohérente depuis 2014. Il souligne

beschouwen maar ze te koesteren, aan te moedigen, en te verdedigen overal waar ze een doelwit zijn en gevaar lopen. De OVSE dient mechanismen te vinden om de waarden en beginselen, die we zijn overeengekomen, hoog te houden.

De heer Malik Ben Achour (België), delegatievoorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, acht de solidariteit van de Europese volkeren met Oekraïne massaal en ondubbelzinnig. De Russische agressie, haar afpersingen, haar misdaden, zullen moeten worden berecht en bestraft en er kan geen sprake zijn van straffeloosheid. Terwijl Russische bommen vallen op Oekraïense mannen, vrouwen en kinderen, gebruikt Rusland het wapen van de energie tegen Europeanen. Werknemers, gezinnen en bedrijven in Europa worden nu geconfronteerd met gas- en elektriciteitsrekeningen die onbetaalbaar worden. Deze door Rusland gewenste explosie van de energieprijzen voedt een inflatie die ons continent in een grote, ernstige en structurele economische en sociale crisis kan storten. De Europese Commissie had recentelijk eens te meer aangetoond niet in staat te zijn energie aan de zuivere logica van de markt te onttrekken en de gasprijzen te plafonneren op basis van een ambitieus en doeltreffend mechanisme, ondanks de wil van vele lidstaten. Het onvermogen van de Commissie om oplossingen te vinden waarmee deze door Russische boosaardigheid gedreven energiemarkt kan worden beheerst, zou zeer directe gevolgen kunnen hebben in termen van democratische ineenstorting en steun voor de Oekraïense zaak. Dit is dus een zeer belangrijke kwestie. We kunnen echter rekenen op bondgenoten in deze oorlogsinspanning, namelijk de gasproducenten in Noorwegen en de Verenigde Staten. De heer Ben Achour richt zich tot deze landen. De Europese landen steunen de oorlogsinspanning met overtuiging, maar de heer Ben Achour vraagt deze gasproducerende landen om de oorlogsinspanningen in stand te houden en daarvoor snel te handelen om de energieprijzen te verlagen en deze dodelijke inflatie te matigen die hele gezinnen aan de deur van de armoede brengt, bedrijven op de rand van het faillissement drijft en onze Staten in een toestand van onhoudbare schuld drijft. Om dit te doen, moeten deze vriendschappelijke landen akkoord gaan om gas te verkopen tegen vriendenprijzen. Deze kwestie valt niet te onderschatten. Er zit een belangrijke dimensie van cohesie en democratie achter die absoluut doorslaggevend is.

E. Eindopmerkingen

De heer Roberto Montella, secretaris-generaal, benadrukt dat de PA OVSE sinds 2014 consequent de Russische acties in Oekraïne heeft veroordeeld. Hij

que l'AP OSCE a consacré une attention permanente à la question depuis lors.

Mme Margareta Cederfelt (Suède), présidente de l'AP OSCE, souligne la nécessité de continuer à agir de front contre la guerre en Ukraine et, plus généralement, de défendre l'ordre de sécurité européen établi par l'Acte final d'Helsinki en 1975.

III. RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE (24 NOVEMBRE 2022)

La Commission permanente de l'AP OSCE, composée du président, des membres du Bureau et des présidents des délégations nationales, se réunit le 24 novembre 2022.

A. Rapports

Mme Margareta Cederfelt, présidente de l'AP OSCE, fait rapport de ses activités en tant que présidente depuis la session d'été organisée à Birmingham. Les possibilités d'action parlementaire étant limitées à ce stade du conflit, il convient de concentrer les efforts sur la sensibilisation à la déclaration de Birmingham et sur la poursuite d'une communication forte et ciblée à l'attention du public. À cet égard, la présidente a participé, fin octobre 2022, au premier sommet parlementaire de la plateforme Crimée, à Zagreb en Croatie. Elle a tenu un discours devant le Conseil permanent de l'OSCE à Vienne et fait des déclarations communes avec le président en exercice, le secrétaire général de l'OSCE et le secrétaire général de l'AP OSCE. La présidente a également tenté de mettre en place des alliances avec des partenaires institutionnels tels que l'Assemblée générale des Nations unies ou le Conseil des États de la mer Baltique. La présidente concède que la situation générale de l'OSCE est peu encourageante, comme le montre l'absence de consensus sur le budget 2022 et l'arrêt prévu des missions de terrain au cours des prochains mois. Elle attire toutefois l'attention sur le dynamisme des activités de l'AP OSCE, comme les réunions en ligne mensuelles de l'initiative «*Call for Action/Helsinki+50*», le réseau constitué autour des femmes et des jeunes parlementaires, et les observations électorales menées à bien en Bosnie-Herzégovine et aux États-Unis.

Le rapport de la présidente est disponible via l'adresse suivante: *https://www.oscepa.org/en/documents/autumn-meetings/2022-warsaw/reports-and-speeches-7/4592-report-of-osce-pa-president-margareta-cederfelt/file*.

beklemtoont dat de PA OVSE onafgebroken aandacht aan de kwestie heeft besteed.

Mevrouw Margareta Cederfelt (Zweden), voorzitster van de PA OVSE, onderstreept de noodzaak om eensgezind te blijven optreden tegen de oorlog in Oekraïne en meer in het algemeen om de Europese veiligheidsorde te verdedigen die met de Slotakte van Helsinki van 1975 is ingesteld.

III. VERGADERING VAN DE PERMANENTE COMMISSIE (24 NOVEMBER 2022)

De Permanente Commissie van de PA OVSE, samengesteld uit de voorzitter, de Bureauleden en de voorzitters van de nationale delegaties, komt op 24 november 2022 bijeen.

A. Verslagen

Mevrouw Margareta Cederfelt, voorzitster van de PA OVSE, brengt verslag uit van haar activiteiten als voorzitster sinds de zomerzitting in Birmingham. Gezien de beperkte mogelijkheden voor parlementaire actie in het huidige stadium van het conflict, moeten inspanningen gericht zijn op de bewustmaking van de Verklaring van Birmingham en de voortzetting van krachtige en gerichte openbare berichtgeving. In die zin heeft de voorzitster eind oktober 2022 deelgenomen aan de eerste parlementaire top van het Krimplatform in Zagreb, Kroatië. Zij heeft een toespraak gehouden tot de Permanente Raad van de OVSE in Wenen en gezamenlijke verklaringen afgelegd met de *chairman-in-office*, de secretaris-generaal van de OVSE en de secretaris-generaal van de PA OVSE. De voorzitster heeft ook gepoogd de krachten te bundelen met institutionele partners zoals de Algemene Vergadering van de VN of de Raad van de Baltische Zee Staten. De voorzitster merkt op dat de algemene toestand van de OVSE weinig bemoedigend is. Dit blijkt uit het gebrek aan consensus over de begroting voor 2022 en het vooruitzicht dat de komende maanden de terreinmissies, field missions, worden gesloten. Niettemin vestigt ze de aandacht op de dynamiek van de PA OVSE-activiteiten, zoals de maandelijkse digitale bijeenkomsten van het «*Call for Action/Helsinki+50*»-initiatief, het netwerk rond vrouwen en jonge parlementsleden, en de geslaagde verkiezingswaarnemingen in Bosnië-Herzegovina en de Verenigde Staten.

Het verslag van de voorzitster kan men raadplegen op: *https://www.oscepa.org/en/documents/autumn-meetings/2022-warsaw/reports-and-speeches-7/4592-report-of-osce-pa-president-margareta-cederfelt/file.*

M. Roberto Montella, secrétaire général de l'AP OSCE, présente son rapport d'activités du semestre écoulé. Il souligne que l'accent principal y est mis sur la guerre en cours en Ukraine. Cette préoccupation se reflète dans pratiquement l'ensemble des activités de l'AP OSCE. Il est crucial que l'organisation continue à utiliser pleinement son large éventail d'instruments, en veillant dans le même temps à prioriser intelligemment les activités et en privilégiant la qualité plutôt que la quantité, afin de pouvoir fournir des contributions utiles ayant une valeur parlementaire prononcée. En outre, le secrétariat a élaboré un texte de vision afin de garantir, en cette période de volatilité, des conseils stratégiques et un soutien opérationnel par une meilleure coordination et convergence générale des initiatives menées par les parlementaires.

Le rapport du secrétaire général, qui peut être consulté via le lien suivant: *https://www.oscepa.org/en/documents/autumn-meetings/2022-warsaw/reports-and-speeches-7/4593-report-of-secretary-general-roberto-montella/file*.

M. Peter Juel-Jensen (Danemark), trésorier de l'AP OSCE, commente le rapport financier. Il ressort de ce rapport qu'en dépit des nombreuses difficultés, l'AP OSCE continue à fonctionner de manière efficace. Une partie des réserves ayant été utilisées au cours des deux exercices budgétaires précédents, les contributions nationales à l'AP OSCE ont dès lors été gelées.

B. Introduction d'un mécanisme de suspension par une modification du règlement

M. Pascal Allizard (France), président de la sous-commission relative aux règles de procédure, fait rapport des travaux de la sous-commission, qui a examiné une modification du règlement introduisant un mécanisme de suspension lorsqu'un des États participants viole les principes de l'OSCE. Au cours de la session d'été à Birmingham, l'AP OSCE avait chargé la sous-commission d'élaborer une proposition.

Le nouveau paragraphe 7 qu'il est proposé d'ajouter à la règle 3 est rédigé comme suit:

«Si un État participant (ou des États participants) mène (mènent) une attaque militaire contre un autre État participant qui se traduit par des opérations militaires de grande envergure ou une attaque portant atteinte d'une manière aussi grave à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un pays, l'Assemblée peut décider à la majorité des deux tiers que cela constitue une violation

De heer Roberto Montella, secretaris-generaal van de PA OVSE, stelt zijn activiteitenverslag voor van het voorbije halve jaar. Hierin benadrukt hij dat de voornaamste focus de aanhoudende oorlog in Oekraïne is. Dit weerspiegelt zich in bijna alle activiteiten van de PA OVSE. Het is van het grootste belang dat de organisatie ten volle gebruik blijft maken van zijn uitgebreide instrumentarium, waarbij er tegelijkertijd wordt gewaakt op het verstandig prioriteren van activiteiten en de voorkeur wordt gegeven aan kwaliteit boven kwantiteit, teneinde zinvolle bijdragen van uitgesproken parlementaire waarde te kunnen leveren. Daarenboven heeft het secretariaat een visietekst uitgewerkt om in volatiele tijden het beleidsadvies en de operationele steun te garanderen door een betere algemene coördinatie en convergentie van door parlementsleden geleide initiatieven.

Het verslag van de secretaris-generaal kan men raadplegen op: *https://www.oscepa.org/en/documents/autumn-meetings/2022-warsaw/reports-and-speeches-7/4593-report-of-secretary-general-roberto-montella/file.*

De heer Peter Juel-Jensen (Denemarken), penningmeester van de PA OVSE, brengt het financieel verslag uit. Hieruit blijkt dat de PA OVSE, ondanks de vele moeilijkheden, op een doeltreffende manier blijft functioneren. De twee voorgaande begrotingsjaren werd een deel van de reserves ingezet, waardoor de nationale bijdragen aan de PA OVSE werden bevroren.

B. Invoering van een schorsingsmechanisme door reglementswijziging

De heer Pascal Allizard (Frankrijk), voorzitter van de subcommissie voor het Procedurereglement, brengt verslag uit van de werkzaamheden van de subcommissie, die een reglementswijziging heeft besproken dat een schorsingsmechanisme invoert wanneer een van de deelnemende Staten de OVSE-beginselen schendt. De PA OVSE had tijdens de zomerzitting in Birmingham aan de subcommissie opgedragen een voorstel uit te werken.

Het voorstel voor een nieuwe paragraaf 7 bij de regel 3 luidt als volgt:

«Indien een deelnemende Staat (of Staten) een militaire aanval uitvoert op een andere deelnemende Staat die resulteert in grootschalige militaire operaties of een aanval van vergelijkbare ernst zodat het de soevereiniteit en territoriale integriteit van een land aantast, kan de Assemblee met een tweederde meerderheid besluiten dat dit een duidelijke, grove en aanhoudende schending

flagrante, grave et persistante des principes de l'Acte final d'Helsinki et des engagements de l'OSCE. Une fois cette décision prise, la participation des parlementaires de ce pays aux travaux des organes statutaires de l'Assemblée (y compris toutes les composantes des sessions annuelles, des réunions d'hiver et d'automne, des sessions extraordinaires et des réunions du Bureau prévues conformément au présent Règlement) sera suspendue. Dans le cas d'une telle suspension, le président établit un comité de suivi, qui rend compte annuellement à l'Assemblée. Ce comité suit l'évolution de la situation relative aux violations constatées et s'efforce de maintenir le contact et la communication avec le parlement de l'État participant visé par la suspension.

Celle-ci sera prolongée automatiquement

a) à moins que les États participants concernés ne soient convenus d'une cessation effective des opérations militaires,

ou

b) à moins que l'Assemblée ne décide, par un vote à la majorité des deux tiers, à la suite d'un rapport annuel du comité de suivi, qu'un changement notable dans les politiques de l'État participant dont la participation des parlementaires a été suspendue justifie la fin de la suspension.»

M. Allizard évoque quelques faits majeurs et certaines données contextuelles importantes qui furent à la base des travaux de la sous-commission:

– la règle proposée doit être rédigée pour pouvoir résister à l'épreuve du temps et ne doit pas seulement être adaptée aux circonstances actuelles. Si elle est adoptée, elle n'aura pas d'effet rétroactif;

– toute attaque militaire est suffisamment grave pour être distinguée des autres violations. Toute attaque grave et persistante devrait être spécifiquement reconnue comme telle par l'Assemblée. Une majorité des deux tiers sera nécessaire pour déclencher la suspension, afin d'éviter toute application sur une base incertaine. La référence à une «violation flagrante, grave et persistante» associe l'intervention de l'Assemblée au langage et à la pratique de l'OSCE, qui permettent que des décisions soient prises sans le consentement de l'État qui a commis la violation, et sur la base desquels une délégation a déjà un jour été suspendue de l'OSCE;

is van de beginselen van de Slotakte van Helsinki en OVSE-verplichtingen. Zodra dit besluit is genomen, kan de deelname van parlementsleden uit dit land aan de werkzaamheden van de statutaire organen van de Assemblee worden opgeschort (met inbegrip van alle onderdelen van jaarlijkse, winter- en herfstzittingen, buitengewone zittingen en bureauvergaderingen zoals voorzien in dit Procedurereglement). In geval van een dergelijke schorsing stelt de voorzitter een opvolgingscommissie in die jaarlijks verslag uitbrengt aan de Assemblee, de ontwikkelingen opvolgt met betrekking tot de vastgestelde schendingen en tracht contact en communicatie te onderhouden met het parlement van de deelnemende Staat waarvan de leden zijn geschorst.

De schorsing wordt automatisch verlengd:

a) tenzij de betrokken deelnemende staten overeenstemming hebben bereikt over een daadwerkelijke beëindiging van de militaire operaties,

of

b) tenzij de Assemblee met een tweederde meerderheid van stemmen, na jaarlijkse rapportage van de opvolgingscommissie, besluit dat een belangrijke wijziging in het beleid van de deelnemende Staat waarvan de leden zijn geschorst, de beëindiging van de schorsing rechtvaardigt.»

De heer Allizard schetst enkele belangrijke feiten en achtergronden die ten grondslag lagen aan de werkzaamheden van de subcommissie:

– de voorgestelde regel moet zodanig worden opgesteld dat hij de tand des tijds kan doorstaan en niet alleen aan de huidige omstandigheden wordt aangepast. Indien het wordt aangenomen, zal het geen terugwerkende kracht hebben;

– elke militaire aanval is zo ernstig dat deze zich onderscheidt van andere schendingen. Elke aanval van ernstige aard, die verder blijft aanhouden, zou specifiek als zodanig door de Assemblee moeten worden erkend. Een tweederde meerderheid is nodig om tot schorsing aanleiding te geven, als waarborg tegen een toepassing met een onzekere basis. Door te verwijzen naar een «duidelijke, grove en aanhoudende schending» wordt het optreden van de Assemblee in verband gebracht met de taal en de praktijk van de OVSE waarbij besluiten kunnen worden genomen zonder instemming van de Staat die de overtreding begaat, en op grond waarvan een delegatie ooit uit de OVSE werd geschorst;

– la suspension est conçue comme une sanction claire contre les membres de l'État qui a ou des États qui ont commis l'infraction, et exclut leur participation à tous les organes de l'Assemblée. Il est cependant reconnu qu'une communication avec le parlement suspendu sera nécessaire pour encourager des changements de politique pouvant conduire à une réadmission au sein de l'Assemblée. Cet objectif sera atteint grâce à la mise en place obligatoire d'un comité de suivi qui rendra compte annuellement à l'Assemblée;

– l'objectif de la sanction étant d'encourager un changement de politique, un processus clair doit permettre la réadmission le cas échéant. La suspension se poursuivra toutefois automatiquement, sauf en cas d'accord mutuel sur un cessez-le-feu ou si l'Assemblée décide que les circonstances justifient la levée de la suspension sur la base du rapport du comité de suivi.

M. Allizard conclut en indiquant que le texte proposé est issu d'une pondération minutieuse des principes fondamentaux en jeu, ainsi que la mise en commun des points de vue et des perspectives des membres, et reconnaît que toute décision aura des conséquences importantes pour l'AP OSCE et la communauté de l'OSCE au sens large.

M. Allizard soumet la proposition à la Commission permanente en vue de sa prise en considération et de son adoption.

Outre quelques observations de nature légistique et procédurale, le débat révèle de profondes divergences de vues à propos de l'opportunité de ce mécanisme de suspension, certains pays estimant que le dialogue et la coopération avec la Russie et la Biélorussie dans le cadre de l'AP OSCE sont inutiles, voire préjudiciables à l'organisation, alors que d'autres sont d'avis que le dialogue devrait toujours rester ouvert même s'il ne donne aujourd'hui aucun résultat.

En l'absence manifeste de majorité de consensus moins une voix requise pour l'adoption par la Commission permanente, la présidente ne soumet pas la proposition au vote.

La présidente fait néanmoins, à la suite de la conférence parlementaire, une déclaration sur l'Ukraine appelant le Conseil des ministres de l'OSCE à reconnaître que la Fédération de Russie a violé de manière flagrante, grave et persistante les engagements pertinents de l'OSCE. La

– de schorsing is bedoeld als een duidelijke sanctie tegen de leden van de Staat of Staten die de overtreding heeft of hebben begaan, en sluit hun deelname aan alle organen van de Assemblee uit. Niettemin wordt erkend dat communicatie met het geschorste parlement noodzakelijk zal zijn om veranderingen in het beleid aan te moedigen die kunnen leiden tot een hernieuwde toelating tot de Assemblee. Dit wordt bereikt door de verplichte oprichting van een opvolgingscommissie, dat jaarlijks verslag uitbrengt aan de Assemblee;

– de bedoeling van de sanctie is een beleidsverandering aan te moedigen, dus er moet een duidelijk proces zijn om in voorkomend geval de hernieuwde toelating mogelijk te maken. Niettemin zal de schorsing automatisch worden voortgezet, tenzij ingeval van wederzijdse overeenstemming over een staakt-het-vuren of een besluit van de Assemblee dat de omstandigheden een beëindiging van de schorsing rechtvaardigen op basis van het verslag van de opvolgingscommissie.

De heer Allizard besluit dat de voorgestelde tekst het resultaat is van een zorgvuldige afweging van de betrokken grondbeginselen en de verschillende standpunten en perspectieven van de leden, en erkent dat elk besluit belangrijke gevolgen zal hebben voor de PA OVSE en de bredere OVSE-gemeenschap.

De heer Allizard legt het voorstel ter overweging en goedkeuring voor aan de Permanente Commissie.

Naast enkele opmerkingen van legistieke en procedurele aard, blijkt uit het debat een grote onenigheid over de opportuniteit van dit schorsingsmechanisme waarbij een aantal landen van mening is dat de dialoog en samenwerking met Rusland en Belarus in het kader van de PA OVSE nutteloos en zelfs schadelijk zijn voor de organisatie, terwijl een aantal andere landen dan weer vindt dat de dialoog altijd open moet blijven, ook al levert dat momenteel geen resultaten op.

Bij klaarblijkelijk gebrek aan een meerderheid van de «consensus min één-regel» die nodig is voor de goedkeuring door de Permanente Commissie, brengt de voorzitster het voorstel niet ter stemming.

De voorzitster brengt niettemin, aan het einde van de parlementaire conferentie, een verklaring uit over Oekraïne waarin zij de OVSE-Ministerraad oproept om te erkennen dat de Russische Federatie duidelijke, grove en aanhoudende schendingen van de relevante

présidente appelle les membres de l'AP OSCE à partager cette déclaration s'ils le souhaitent.

Cette déclaration peut être consultée à l'adresse suivante: *https://www.oscepa.org/en/documents/president/speeches-30/4586-statement-by-president-margareta-cederfelt-warsaw-25-november-2022/file*.

Le rapporteur,

Mark DEMESMAEKER.

OVSE-verplichtingen heeft begaan. De voorzitster roept de PA OVSE-leden vrijblijvend uit om deze verklaring te delen.

De verklaring is te lezen op: *https://www.oscepa.org/en/documents/president/speeches-30/4586-statement-by-president-margareta-cederfelt-warsaw-25-november-2022/file.*

De rapporteur,

Mark DEMESMAEKER.

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij